Précipitation dans la mise en place des stages de remise à niveau: il reste encore de nombreuses questions!

Dès les vacances de Pâques, des stages de remise à niveau seront proposés aux élèves en difficulté de CM1 et de CM2.

L'Inspecteur d'Académie fait appel aux enseignants volontaires qui assureront ce soutien pendant une semaine et par demi-journées ; ils toucheront 360 € défiscalisés (voir tableau de rémunération) ... ce qui n'est pas rien, vu l'état de notre pouvoir d'achat.

Cependant, ces stages posent plusieurs problèmes :

- Leur mise en place, coûteuse (23 millions d'euros), s'accompagne d'autres mesures liées à la réduction budgétaire : non remplacement des maîtres absents (en janvier, 40 enseignants en moyenne par jour n'ont pas été remplacés en Haute-Savoie), enveloppe insuffisante pour les déplacements du RASED, effectifs chargés dans les classes, manque de RASED et d'enseignants supplémentaires... Les stages sont-ils censés être plus efficaces ?

- A notre revendication d'un rattrapage du pouvoir d'achat pour tous, le ministère répond par ce système de prime, au mérite. Il s'agit d'une individualisation des salaires, injuste et inégalitaire. Les femmes, et de façon générale tous ceux qui ne pourront pas se rendre disponibles pendant les vacances en pâtiront en premier lieu.

- Cette mesure se traduit par une augmentation gratuite du travail pour les directeurs et enseignants de cycle 3 (signalement des enfants et évaluation à l'issue du stage).

- La surcharge de travail pour les élèves en difficulté a-t-elle vraiment un intérêt pédagogique ?

- Enfin, qui va être responsable de l'organisation de ces stages ? Quel rôle vont jouer les directeurs ? Comment les communes vont-elles gérer l'organisation dans les locaux scolaires, le nettoyage ? Y aura-t-il obligation scolaire pour les élèves visés ? Comment faire s'il y a trop d'enseignants volontaires, ou pas assez ? Qui décide ? Et s'il y a des enseignants ou des enfants absents pendant la semaine ?...

Simone Humbert

Vous trouverez ci-dessous des questions posés par les directeurs d'école sur l'organisation des stages de remise à niveau. Questions qui sont sans réponses aujourd'hui.

- Le directeur (s'il n'est pas volontaire pour encadrer un stage) est-il tenu d'organiser une activité facultative hors temps scolaire ?
- Qui a la responsabilité des locaux pendant le stage (notamment lorsque le directeur n'est pas volontaire pour assurer le stage)? Le directeur doit-il être présent pendant le stage ?
- Qui a la responsabilité de l'organisation si accident scolaire?
- Qu'en est-il des absences éventuelles de l'enseignant effectuant le stage ? Que se passe-t-il si au dernier moment le collègue ne peut assurer le stage ? Qui doit-il avertir ?
- Si des élèves repérés en difficultés dans l'école ne trouvent pas d'enseignants volontaires dans leur école pour assurer les stages, qui remédiera à leurs difficultés ? Seront-ils transportés dans une autre école ? Qui s'occupera de faire suivre les fiches d'urgence, les PAI et les médicaments qui les accompagnent ?
- Sur quel budget prend-on les crédits nécessaire à la tenue de ces stages? Ceux des classes de CM1 et CM2?
- Peut-on fractionner les 15 heures sur plusieurs enseignants ?
- Le dispositif prévoit de rémunérer l'enseignant volontaire qui assumera ce stage mais qu'en est-il du travail supplémentaire donné par ricochet au directeur d'école et aux maîtres du cycle 3? Seront-ils rémunérés? (réponse du SNUipp : malheureusement non).